



Communiqué de presse de StopOGM du 8 décembre 2008

Une agriculture suisse sans génie génétique jusqu'en 2013: prolongement légal du moratoire comme compromis

L'association StopOGM, groupement d'agriculteurs, de consommateurs, de protecteurs des animaux et de l'environnement critiques à l'égard du génie génétique, considère que la proposition du Conseil fédéral de prolonger de trois ans le moratoire sur les cultures transgéniques (génétiquement modifiées, GM) est un compromis acceptable. StopOGM avait contribué à convaincre les Suisses d'adopter l'initiative populaire pour un moratoire de cinq ans sur les cultures GM.

StopOGM rejoint en particulier le Conseil fédéral sur le fait que le moratoire sur les cultures GM n'avait provoqué aucun problème, ni pour l'agriculture, ni pour la recherche, ni pour les relations internationales. L'agriculture suisse utilise l'avantage de pouvoir se profiler comme exempte de génie génétique, contrairement à de nombreux autres pays. Le renoncement au génie génétique appliqué à l'agriculture augmente la réputation des produits agricoles suisses auprès des consommateurs.

StopOGM ne souhaite pas seulement la prolongation du moratoire parce que de nombreuses questions de biosécurité ne sont pas résolues. Deux études sur le nourrissage à long terme de souris publiées en novembre 2008 suscitent le doute quant aux conséquences de l'ingestion d'aliments GM. Les atteintes constatées sur les animaux ayant fait l'objet de ces essais doivent être prises au sérieux. Il y a aussi bien sûr encore des réserves pratiques contre les cultures GM, une comparaison entre les réglementations sur la coexistence dans les Etats membres de l'UE ne permet pas de penser qu'il soit possible d'organiser la culture de maïs GM et de maïs conventionnel en Suisse.

Les organisations réunies dans StopOGM participeront à la consultation sur le projet du Conseil fédéral. Lorsqu'il y a six mois, le Conseil fédéral avait annoncé avoir mandaté le DETEC d'étudier la prolongation du moratoire, StopOGM avait déjà communiqué qu'il n'y aurait pas de deuxième initiative sur ce sujet tant qu'il y aura une perspective de prolonger légalement le moratoire.

Pour information:

Clément Toluoso, secrétaire de StopOGM, +41 79 213 61 06